

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris

C. C. Postaux : Paris 1360-10.
C. AUDRY, Lycée Jeanne d'Arc. Rouen

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne

Prix du numéro: France 0'50 fr.
Espagne 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. 5'00 fr.

SOMMAIRE

Le dilemme espagnol: Socialisme ou Fascisme, par J. G. Gorkin. — *Les partis politiques et organisations ouvrières en Catalogne*. — *La politique générale du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste*. — *Discipline révolutionnaire: règlement des milices en campagne*. — *La formation des milices antifascistes*. — *La tradition du «Potemkin» et de «L'Aurora»*. — *De l'économie privée à l'économie collective*. — *La collectivisation industrielle en Catalogne*. — *Petite bourgeoisie et prolétariat*. — *Autour de la fuite d'Abd-el-Krim*

Le dilemme espagnol: Socialisme ou Fascisme

par J. G. GORKIN

Il semble vérifié aujourd'hui que Mussolini et Hitler, passant outre aux prescriptions internationales, soutiennent moralement et matériellement les chefs militaires fascistes qui ont déchaîné la guerre civile en Espagne. Cela ne nous affecte pas le moins du monde. Ce soutien est dans la logique des choses, toujours plus forte que tous les légalismes.

La carte qui se joue à l'heure actuelle en Espagne est d'une importance non seulement nationale mais internationale. C'est la carte du socialisme ou du fascisme, de la révolution ou de la contre-révolution. Aussi sommes-nous décidés à ne pas céder à un opportunisme qui nous répugne et qui se retournerait contre nous-mêmes; nous gardons une position claire, transparente, conséquente; nous aspirons non seulement à écraser le fascisme espagnol, mais à provoquer par tous les moyens en notre pouvoir l'écrasement du fascisme dans les autres pays; non seulement à faire triompher la révolution en Espagne, mais à impulser la révolution internationale sans laquelle la nôtre demeurerait isolée et condamnée à sa perte.

C'est pourquoi la lutte à mort que nous menons en Espagne s'étend et s'étendra chaque jour davantage sur l'arène internationale. A nos yeux il serait aussi criminel d'essayer de freiner la révolution espagnole que d'essayer de freiner son expansion internationale.

L'attitude du fascisme italo-allemand soutenant le fascisme espagnol nous paraît, à nous, pleinement logique. Ce n'est pas nous qui aurons la naïveté de lui faire des reproches à ce sujet. Car, par dessus leurs contradictions impérialistes et leurs rivalités nationale, tous les fascismes se sentent solidaires devant le danger de la révolution prolétarienne.

Mais si l'attitude du fascisme italien et du national-socialisme allemand à l'égard des rebelles espagnols apparaît logique, celle du prolétariat international envers les révolutionnaires espagnols ne peut pas être moins logique. Nous comptons sur la solidarité morale et matérielle des travailleurs du monde entier et, en premier lieu, sur celle des travailleurs de France et d'Angleterre. Des exemples de cette solidarité? Le Bureau International d'Unité Socialiste Révolutionnaire, dont fait partie notre P. O. U. M., est en train de mener toute une campagne internationale et de recueillir des fonds en faveur de la Révolution espagnole. L'Indépendant Labour Party Anglais, notre parti frère, se distingue par son magnifique effort à notre égard.

En France, le gouvernement Léon Blum s'est déclaré neutre devant la guerre civile espagnole, mais le prolétariat français ne suit pas cette neutralité. La grande C. G. T. française qui

groupe quatre millions et demi de prolétaires a ouvert une grande souscription en faveur du prolétariat espagnol. La Gauche Révolutionnaire du Parti Socialiste français et tous les noyaux révolutionnaires de France manifestent journellement à notre égard une ardente solidarité de classe. Dans les immenses réunions qui viennent de se tenir en France les assistants réclament de tout leur cœur: «Des avions pour l'Espagne! Des avions pour l'Espagne!» A Courbevoie les ouvriers d'une usine ont décidé de faire quatre heures supplémentaires par jour au bénéfice de la révolution espagnole.

En face du fascisme mussolinien ou hitlérien qui ne peut rester ni ne reste neutre, le prolétariat lui non plus ne peut le rester. Qu'on le veuille ou non, la guerre civile espagnole s'internationalise. Et nous voyons, dans cette internationalisation une des conditions fondamentales de notre victoire et de la victoire du prolétariat international.

On spéculé beaucoup en ce moment, nationalement et internationalement, sur le danger de guerre qui rôde autour de la révolution espagnole. Il paraît qu'il existe un danger d'intervention étrangère. D'où peut partir l'intervention contre la révolution espagnole? Nous ne doutons pas un instant que la révolution espagnole soit un dur coup pour le fascisme, pour la bourgeoisie en général. On ne doit s'attendre de ce côté qu'à de l'hostilité, à des attaques, à des obstacles. Aucune révolution ne s'est jamais faite avec la permission de l'ennemi. La révolution française a excité contre elle toutes les monarchies coalisées. La révolution russe affronta la haine de la bourgeoisie mondiale. Mais nous pensons qu'une révolution ne se produit pas à un moment choisi arbitrairement, mais seulement quand sont mûres les conditions qui la rendent fatale et inévitable. Par ailleurs, si l'on devait s'incliner devant les craintes et les difficultés, jamais une seule révolution n'éclaterait.

Il existe un danger imminent de guerre internationale: il n'est pas la conséquence de la révolution espagnole, mais bien la conséquence des contradictions impérialistes. L'Italie n'a pas eu besoin de la révolution espagnole pour déclarer la guerre à l'Abyssinie. L'Allemagne n'en a pas eu besoin non plus pour activer ses préparatifs de guerre. Nous ne croyons pas que l'une comme l'autre soient aujourd'hui en mesure au moins immédiatement de déchaîner une guerre à propos de la révolution espagnole. Mussolini rencontre de grandes difficultés en Ethiopie. Face à Mussolini, il existe un lien d'unité entre la lutte du peuple éthiopien pour son indépendance et celle du peuple espagnol pour son émancipation révolutionnaire. Quant à Hitler, nous ne croyons pas qu'il ait aujourd'hui un intérêt direct à

faire une guerre ni qu'il se sente en mesure d'en affronter les conséquences.

Loin de nous rapprocher de la guerre, la révolution espagnole, au contraire, nous en éloigne. On n'évitera pas la guerre en fortifiant le régime capitaliste, mais au contraire en l'affaiblissant et en l'abattant. Il n'est pas pour cela de procédé plus efficace que la révolution. En ce sens; la cause de la paix, de l'unique paix possible, qui est celle du socialisme, se trouve

aujourd'hui à la pointe des baïonnettes et au bout des canons de fusils de nos miliciens. Nous affirmons enfin que si la guerre se produisait comme conséquence—ou pour mieux dire, sous le prétexte—de la révolution espagnole, le devoir de la classe ouvrière de tous les pays consisterait à la transformer immédiatement en guerre civile contre sa propre bourgeoisie. Nous sommes convaincus que c'est ce qui se produirait. C'est une raison de plus pour pousser de l'avant.

Les partis politiques et les organisations ouvrières en Catalogne

A titre de renseignement pour le lecteur étranger, voici les différentes organisations dont les noms reviennent sans cesse dans les événements actuels:

E. R. C.—Esquerra Republicana Catalana, ou gauche catalane. Parti de la petite bourgeoisie républicaine catalane, fondé par Macia, et qui détient la Généralité depuis la révolution bourgeoise d'avril 1931.

A. C.—ACTION CATALANE. Parti de la bourgeoisie républicaine. Se place, au point de vue politique, à la droite de la ESQUERRA.

F. A. I.—FEDERATION ANARCHISTE IBERIQUE. A des organisations sur tout le territoire espagnol, mais son influence est surtout prépondérante en Catalogne, où elle contrôle pratiquement la grosse majorité de la C. N. T., ou CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL, organisation syndicale qui groupe la grande majorité du prolétariat catalan, et qui est affiliée internationalement à l'A. I. T., ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS, de tendance anarcho-sindicaliste.

P. S. U. C.—PARTI SOCIALISTE UNIFIE CATALAN. Formé au lendemain des journées de juillet par la fusion des 4 organisations suivantes:

UNION SOCIALISTE DE CATALOGNE (parti socialiste purement catalan).

SECTION CATALANE DU P. S. ESPAGNOL (II^e Internationale).

PARTI OUVRIER CATALAN. anciennement tendance prolétarienne dans la ESQUERRA.

PARTI COMMUNISTE CATALAN (III^e Internationale). Ce parti, adhérent à la III^e Internationale, bénéficie à l'heure actuelle du prestige de la fusion, mais son influence reste faible dans le prolétariat catalan. Il contrôle l'U. G. T. ou UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS, affiliée à la FEDERATION SYNDICALE INTERNATIONALE D'AMSTERDAM. Les forces de l'U. G. T. sont assez restreintes en Catalogne.

P. O. U. M.—PARTI OUVRIER D'UNIFICATION MARXISTE. Fondé à la fin de 1935 par la fusion du BLOC OUVRIER PAYSAN, parti communiste indépendant de Joaquim Maurin.

et de la GAUCHE COMMUNISTE ESPAGNOLE, dirigée par Andres Nin.

Le P. O. U. M. influence la F. O. U. S., FEDERATION OUVRIERE D'UNIFICATION SYNDICALE (70.000 adhérents), groupement de syndicats autonomes luttant pour l'unité syndicale.

U. R.—UNION DES RABASSAIRES, union corporative de métayers catalans influencée par la ESQUERRA et le P. O. U. M.

Contrôle ouvrier à Valence

Valence, 26 Aout.—Il a été constitué un Comité Exécutif de Contrôle de la presse qui a pour objet la confiscation de toutes les entreprises d'imprimerie. Elle comprend la confiscation de tout le matériel, meuble et immeuble ainsi que des crédits à recouvrer des entreprises confisquées, qui deviennent sur-le-champ propriétés de l'organisation ouvrière.

Ce Comité, qui dès maintenant procédera à une minutieuse censure ouvrière, est composé de six délégués des Arts Gra-

phiques, trois de la C. N. T. et trois de la U. G. T., plus un autre délégué qui représente le service de Presse et de Communications du Comité Exécutif Populaire de Valence.

Sous ce contrôle, le journal de gauche «El Mercantil Valenciano» a paru ce matin.

APPEL AU LECTEUR!

Cet organe, édité par le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, est destiné à tous ceux qui se sentent solidaires de la lutte menée par les ouvriers et les paysans de toute l'Espagne, contre le fascisme, contre le capitalisme oppresseur et pour l'émancipation totale des travailleurs.

Dans ses colonnes vous trouverez la meilleure documentation analytique sur les événements actuels de la Catalogne et de l'Espagne, sur l'organisation nouvelle de la vie économique, politique et culturelle du prolétariat espagnol. L'avance de la lutte antifasciste y sera exposée semaine par semaine.

Nous vous invitons tous, vous qui sympathisez avec la lutte de vos frères d'Espagne à nous apporter votre collaboration.

Diffusez ce bulletin. Collectez-lui des abonnements. Mettez vous en rapport avec la rédaction de Barcelone. Adressez-lui vos suggestions. Demandez-lui d'éclairer toutes questions intéressant la Révolution espagnole.

Prolétaires de France notre lutte est la vôtre.

Soutenez-nous!

Comité d'aide à la révolution espagnole

En accord avec le Comité exécutif du P. O. U. M. et le comité de rédaction de LA REVOLUTION ESPAGNOLE il se constitue à Paris un comité d'aide à la Révolution espagnole qui aura pour but de recueillir des fonds pour les révolutionnaires espagnols et de diffuser le bulletin.

Nous donnerons dans notre prochain numéro toutes les précisions nécessaires sur ce comité.

Perquisition profitable

Madrid, 26 Aout.—Le Comité d'Investigation des Jeunes Socialistes Unifiés, a effectué une perquisition au domicile de José Antonio Primo de Rivera. On a trouvé d'importants documents, un registre des procès-verbaux et des affiliés de la Phalange Espagnole, un fichier avec tous les antécédents personnels du marquis de Estella, 150.000 pesetas en valeurs, deux cents pièces dor, soixante-quinze pièces d'argent, etc. On a trouvé aussi diverses caisses de boissons qui ont été envoyées aux hôpitaux.

1) Les journaux ouvriers, et la «Solidaridad Obrera» en particulier (organe de la C. N. T.) fourmillent à l'heure actuelle de brefs articles ou de communications syndicales discutant des questions du contrôle ouvrier, de la nécessité des l'indépendance, de l'autorité et de la probité des camarades délégués aux organismes de contrôle.

2) Il règne dans toute la population ouvrière et en particulier chez les anarchistes bien décidés à faire mentir leur réputation, le souci d'organiser, de CONSTRUIRE, de se discipliner.

3) Dans les entreprises travaillant pour le front (munitions, autos), les ouvriers, la plupart du temps à l'unanimité, ont décidé de renoncer provisoirement à la semaine de 40 heures, et s'imposent des journées de 12 à 14 heures, même le dimanche.

4) Beaucoup de corporations ont abandonné pour le moment l'augmentation de salaires de 15 % décrétée par la Gé-

néralité, en faveur des milices et de la lutte contre le fascisme.

Enfin on peut affirmer qu'à l'heure actuelle, par son initiative, par la vivacité de ses réactions, par sa maturité politique, la classe ouvrière catalane, dans le domaine économique comme aux heures du combat de rues et de la prise des armes, a saisi la balle au bond. Par là même elle semble avoir évité la période de trouble, de désorganisation, de lock-out, de chômage, tout ce no man's land révolutionnaire que l'on pouvait croire jusqu'ici inhérent aux grandes convulsions sociales. A l'heure actuelle la production marche à un rythme à peine inférieur à celui de la normale dans l'ensemble des entreprises, à un rythme accéléré dans toutes les usines de guerre; et ceci au moment même où des milliers de travailleurs catalans combattent sur le front aragonnais, et où des centaines et des centaines d'autres sont occupés à assurer dans les rues de Barcelone l'ordre public, l'ordre révolutionnaire qui désormais se confondent.

PETITE BOURGEOISIE ET PROLETARIAT

«Dans les conflits actuels comme, du reste, dans tous ceux du passé, c'est avant tout aux ouvriers à emporter la victoire par leur courage, leur énergie et leur esprit de sacrifice. Dans la lutte, les petits bourgeois resteront — comme d'habitude — aussi longtemps que possible hésitants, indécis et inactifs; mais à peine la victoire assurée, ils entreront en action pour se l'approprier et pour obliger les ouvriers au calme, leur enjoindre de rentrer chez eux, de reprendre le travail afin que les soidisants excès soient éliminés et dans le but d'exclure le prolétariat des fruits de la victoire; ce n'est pas dans les possibilités des travailleurs d'interdire cela aux petits bourgeois démocrates, mais il est dans leurs possibilités de rendre dure et difficile cette reprise sur le prolétariat armé et d'y mettre dès l'abord des conditions telles que le régime des démocrates bourgeois porte en lui le germe de sa destruction, ce qui aide énormément à les déplacer plus tard par le pouvoir du prolétariat. Les ouvriers doivent avant tout s'opposer à toute tentative d'apaisement des bourgeois — pendant et après le conflit — et obliger les démocrates à réaliser leurs propres phrases terroristes. Les ouvriers doivent tendre à ce que l'excitation révolutionnaire du moment ne soit pas supprimée immédiatement après la victoire. Au contraire ils doivent la maintenir aussi longtemps que possible. Tant s'en faut qu'ils s'opposent aux soi-disants excès, aux exemples de la vengeance du peuple contre des individus détestés ou bien contre des édifices publics auxquels sont liés seulement des souvenirs odieux — il ne faut pas seulement tolérer ces exemples, mais il faut même les diriger (...). Du moment que la victoire est assurée, il ne faut plus maintenir la méfiance contre le parti réactionnaire vaincu mais contre le propre allié du jour, contre le parti qui aspire à exploiter la commune victoire. (C'est donc contre les démocrates bourgeois. — Note de la Rédaction.)

Pour combattre énergiquement et avec tous les moyens ce parti dont la trahison envers les ouvriers commencera avec les premières heures de la victoire, les ouvriers doivent être armés et organisés. L'armement du prolétariat doit s'imposer de suite; il faut s'opposer à la réapparition de la vieille garde bourgeoise. Où cela n'est pas possible, les ouvriers doivent chercher à former une milice ouvrière, à élire leurs propres chefs, à organiser leur état major propre et rester aux ordres non de l'autorité publique mais des conseils révolutionnaires d'ouvriers.

Ils ne doivent absolument pas, sous aucun prétexte, se laisser désarmer, mais au contraire, le cas échéant, résister par la force à de pareilles tentatives.

Destruction de l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers; organisation armée des ouvriers, immédiate, autonome et complète; établissement de conditions même dures et compromettantes pour le régime de la démocratie bourgeoise, régime encore inévitable à cette époque: voilà les points principaux que le prolétariat doit s'imposer avant et après la révolution.»

(Extrait de la lettre du Comité Central de la «Ligue communiste aux communistes allemands (Mars 1850).

AUTOUR DE L'«EVASION» D'ABD-EL-KRIM

De l'éditorial de LA BATALLA du 29 Août, nous extrayons les paragraphes suivants dont l'importance et le caractère profondément révolutionnaire n'échapperont pas aux camarades français:

«IL FAUT PROCLAMER LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX MEMES. — LE PEUPLE ESPAGNOL ET LE PEUPLE MAROCAIN SE SENTENT UNIS EN FACE D'UN ENNEMI COMUN, EN VUE DE LEUR EMANCIPATION MUTUELLE. — Abd El Krim s'est enfui, paraît-il de l'île de la Réunion où l'avaient envoyé les impérialistes franco-espagnols à l'issue de la guerre contre les Marocains. Où se dirige-t-il? Quelles sont ses intentions? Nous ne le savons pas exactement. Abd-El-Krim est, sans aucun doute, un homme passionné pour l'indépendance de son peuple, pour laquelle il a lutté de toutes ses forces contre l'impérialisme envahisseur...

Aujourd'hui, en présence de la guerre civile espagnole, le problème du Maroc acquiert à nouveau une importance de premier ordre. C'est au Maroc espagnol qu'a éclaté le soulèvement armé du général Franco. Celui-ci représente l'esprit de l'Espagne monarchiste. Il est le véritable représentant des oppresseurs du peuple marocain. Il ne sera jamais son ami, mais son ennemi.

Le peuple espagnol au contraire est l'ami et l'allié du peuple marocain. Notre émancipation et notre liberté sont les siennes. Nous sommes unis face à Franco et à tous les généraux fascistes pour une cause commune. Nous avons toujours été les défenseurs du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous sommes des marxistes révolutionnaires et nous déclarons qu'aucun peuple ne peut se considérer comme libre tant qu'il existe des peuples opprimés. Le peuple espagnol ne serait pas digne de la liberté si cette liberté ne comportait pas implicitement celle de tous les peuples opprimés de la péninsule, et, en premier lieu celle du peuple marocain. Si les gouvernants républicains n'en sont pas capables, le prolétariat s'engage pour sa part à accorder au peuple marocain le droit à l'indépendance totale.

Mais, dira-t-on, les Maures ont été amenés dans les Asturies en Octobre 1934, afin de réprimer le magnifique mouvement des mineurs: aujourd'hui on les amène à nouveau, sur l'ordre du général Franco, pour se battre contre nos miliciens. C'est exact. Mais les Maures, soumis à une discipline féroce, ne sont pas plus responsables que les soldats de Saragosse, ou de Séville qui, sur l'ordre des généraux fascistes, se voient obligés de lutter contre leurs frères...

On ne peut traiter les Maures faits prisonniers avec la rigueur que l'on doit exercer contre les ennemis conscients. Nous devons nous efforcer au contraire de les attirer à nous, de les tourner contre l'ennemi commun. Exactement comme nous faisons à l'égard des soldats soumis provisoirement à la discipline des généraux fascistes...

tions. Sans préjudice des résolutions ultérieures qu'il pourra prendre, le conseil mettra en oeuvre les points suivants dont la réalisation lui paraît d'une nécessité urgente:

1) Réglementation de la production suivant les nécessités de la consommation, en sacrifiant les industries ou productions qui sont en trop grand nombre et en stimulant énergiquement la production des nouvelles industries que, par suite du changement de valeur de la peseta, il sera utile d'installer dans notre pays.

2) Monopole du commerce extérieur pour éviter les attaques du dehors contre le nouvel ordre économique qui naît.

3) Collectivisation de la grande propriété agraire qui sera exploitée par les syndicats de paysans avec l'aide de la Généralité et adhésion obligatoire au syndicat, des producteurs agricoles qui exploitent la petite et la moyenne propriété.

4) Devalorisation partielle de la propriété urbaine, au moyen de la réduction des baux ou de l'établissement de taxes équivalentes quand on ne jugera pas utile d'avantager les locataires.

5) Collectivisation des grandes industries, des services publics et des transports en commun.

6) Saisie et collectivisation des établissements abandonnés par leurs propriétaires.

7) Extension du régime coopératif dans la distribution des produits, et en particulier, exploitation coopérative des grandes entreprises de distribution.

8) Contrôle ouvrier des opérations bancaires allant jusqu'à la nationalisation de la banque.

9) Contrôle syndical ouvrier sur toutes les industries qui continuent à être exploitées en régime privé.

10) Réabsorption énergique par l'agriculture et l'industrie des ouvriers sans travail. Et, à cet effet, seront stimulés: la revalorisation des produits agricoles, le retour aux champs, dans la mesure du possible, des ouvriers qui pourront être absorbés par la nouvelle organisation du travail agricole, la création de grandes industries pour fournir des articles manufacturés qu'il

serait difficile d'importer, l'électrification intégrale de la Catalogne et principalement des chemins de Fer.

11) Suppression rapide des divers impôts pour arriver à l'établissement de l'impôt unique.»

La résolution adoptée par l'ensemble du Conseil Economique exprime la nécessité de la collectivisation des secteurs les plus importants de l'économie catalane. Elle constitue la légalisation de toutes les actions entreprises par les ouvriers de Catalogne des les premiers jours pour abattre définitivement leur ennemi de classe. Bien plus elle tend à résoudre tous les problèmes que pose la gestion d'une économie abandonnée par ses possesseurs capitalistes et enfermée dans un cercle capitaliste naturellement ennemi de la nouvelle société. C'est pourquoi la première mesure appliquée est le monopole du commerce extérieur; le contrôle des banques et ensuite leur nationalisation compléteront les moyens de défense extérieurs. A l'intérieur du secteur économique catalan la collectivisation des industries maîtresses, des moyens de transport, des services publics, de la grande propriété agricole et l'extension du système coopératif dans la distribution des produits constituent la charpente de la nouvelle économie. L'irrigation de la campagne et son industrialisation, l'électrification de toute la Catalogne seront les premières oeuvres indispensables au renforcement du nouveau régime.

Il s'agit là d'une révolution dans le régime économique de la société. C'est le passage de l'économie privée à l'économie collective. C'est le premier pas du capitalisme au socialisme. Etant donné le caractère retardataire de l'économie espagnole cette oeuvre ne se réalisera pas en quelques jours. Elle exigera des travailleurs espagnols de grands efforts, d'immenses sacrifices. Mais la volonté, l'énergie du peuple espagnol sont aujourd'hui sans limite. Les travailleurs savent pourquoi ils se battent. Le sang que versèrent beaucoup d'entre eux sur les barricades au cours de la lutte contre la pire des réactions fascistes et capitalistes, sera le levain d'un régime nouveau.

La collectivisation industrielle en Catalogne

Parallèlement à l'oeuvre de défense militaire contre le fascisme se déroule à un rythme très rapide un effort de transformation et de reconstruction économique qui, parti de la base et entériné quotidiennement par le Comité des milices, allant du simple contrôle sur les entreprises jusqu'à la pleine gestion ouvrière, ne tend à rien moins qu'à extirper définitivement de Catalogne toutes les racines du capitalisme industriel.

L'ORGANISATION

Les saisies d'entreprises ont commencé au coeur même des journées de juillet. C'est le 19 que le Comité de défense de la Barriade de Pueblo Nuevo s'empara de la Ford Motor Ibérica pour la remettre ensuite aux mains des syndicats (C. N. T. et U. G. T.). Il est à remarquer que, tandis que la plupart des grandes usines étaient prises délibérément par les travailleurs, ceux-ci ont laissé subsister les petites et moyennes exploitations, sauf lorsque le directeur prenait la fuite auquel cas il était immédiatement exproprié.

A l'heure actuelle les principales entreprises saisies et exploitées sont les suivantes:

Service des autobus urbains, Autobus Roca, Service des tramways, Metro, Chemin de fer du Nord, Chemin de fer Madrid-Saragosse-Alicante (M. Z. A.), Société anonyme des Pétroles (C. A. M. P. S. A.), Ford Motor Iberica, la Hispano Suiza, la Marítima, la Girona, La Vulcano, la Maison Torres, la Maison Elizalde, la Cie. transatlantique, toutes les centrales électriques, les services publics. Les théâtres et les cinémas de Barcelona sont complètement socialisés sous le contrôle des syndicats de l'U. G. T. et de la C. N. T.

Les autres entreprises fonctionnent sous le contrôle ouvrier, celui-ci pouvant aller du simple contrat collectif jusqu'à une quasi-collectivisation.

Dans tous les cas les principaux objectifs à atteindre et les nouveaux organismes de contrôle ou de direction sont décidés par l'assemblée générale des ouvriers de l'entreprise organisés dans leurs syndicats. C'est, donc bien de la base que part toute

initiative, aussi chacune de ces créations, comporte-t-elle un caractère original en rapports étroits avec les nécessités même de la vie de l'entreprise. Toutefois, et par delà toutes les nuances, les nécessités plus profondes et plus impérieuses de l'heure imposent une homogénéité d'action qui se traduit par les principales mesures suivantes:

Election d'un comité de direction ou de contrôle où sont représentés suivant le rapport des forces les délégués des différents syndicats (C. N. T., U. G. T., F. O. U. S.).

Election de comités plus réduits à la tête de chaque section de l'entreprise.

Publication des traitements des hauts fonctionnaires de l'entreprise, suppression de ces traitements, suppression, dans toutes les entreprises exploitées de la fonction de directeur, nivellement des salaires.

Suppression du conseil d'administration et expropriation pure et simple dans les entreprises, saisies. (A noter que pour éviter toute complication diplomatique, on s'est gardé d'exproprier les entreprises étrangères).

Préparation de la semaine de 36 heures, la semaine de 40 heures, ayant été décrétée par la Généralité.

Edition de règles d'hygiène et projets d'assainissement des entreprises (installation de douches, etc...).

Publication de l'état financier de l'entreprise, et, parfois, inventaire du matériel.

Dans certains cas fixation d'un plan de travail, ceci surtout dans les entreprises travaillant pour la défense militaire.

Partout on a repris les techniciens (et ils sont nombreux) qui faisaient cause commune avec les travailleurs. Plusieurs d'entre eux ont été élus à des postes de conseillers par l'assemblée des ouvriers.

L'ACTION REVOLUTIONNAIRE

Pour comprendre dans quel esprit, dans quel sens, à quel rythme se poursuit ce travail gigantesque, il faut ajouter à ces renseignements un certain nombre de remarques:

La politique générale du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P. O. U. M.)

Le parti ouvrier d'unification marxiste, qui représente en Catalogne surtout, une importante fraction du mouvement ouvrier, décide de créer ce «Bulletin d'information» tant pour réfuter les légendes plus ou moins intéressées sur les événements d'Espagne que pour préciser devant ces événements sa position politique.

Il est impossible de comprendre la guerre civile qui se déroule aujourd'hui si on ne remonte pas jusqu'à la révolution du 14 avril 1931 qui précipita la chute de la monarchie.

La «République du 14 avril» ne fut qu'une monarchie sans monarque. Elle proclama bien la nécessité d'une réforme agraire et la séparation de l'église et de l'Etat mais ne fit rien pour réaliser les grandes réformes démocratiques et laïques attendues par le peuple. Ne touchant en rien aux cadres militaires et civils de l'Etat monarchique, mécontentant ouvriers et paysans, les partis démocratiques se divisèrent et furent écrasés aux élections de novembre 1933. De 1933 à 1936 c'est le bloc des droites qui gouverne sous la direction réelle de Gil Robles. Ce bloc représente les intérêts de l'église et de la grande propriété foncière, intimement liés à la haute finance espagnole et internationale. Son but est la fascisation progressive de l'Espagne, la oration d'un Etat clérical et corporatif à la manière de l'Autriche. En Octobre 1934, la classe ouvrière se lève contre les clérico-fascistes; mais sauf dans les Asturies qui résistent quinze jours et où l'unité totale du prolétariat se trouve réalisée, le prolétariat affaibli par l'abstention des anarchistes et la pusillanimité des républicains catalans est écrasé rapidement.

Bien que battue, l'insurrection d'Octobre 1934, réalise dans les Asturies les formes d'un nouveau pouvoir révolutionnaire. Sa base se trouve dans les comités d'alliance ouvrière où se réunissent les délégués des partis prolétariens et des organisations syndicales, comités délibérant et exécutant à la fois. Dans l'insurrection asturienne se construit pour la première fois en Espagne, une armée composée exclusivement de milices ouvrières.

Avec le front populaire, gagnant tous les partis antifascistes, prolétariens ou bourgeois, va se renouveler en 1936 dans le même cadre constitutionnel et administratif, l'expérience républicaine de 1931.

Le gouvernement de front populaire est entre les mains de la gauche républicaine de Azaña et le programme rédigé par tous les partis ne dépasse pas les aspirations de ce parti réformiste bourgeois. Cette nouvelle expérience du libéralisme bourgeois n'aboutit qu'à la catastrophe. Respectueux de la propriété privée, il est dans l'impossibilité de satisfaire les revendications des paysans travailleurs; il se refuse à confisquer les richesses féodales et cléricales, il ne porte aucune attaque à la toute puissance des banques. Politiquement, il évite de frapper les éléments réactionnaires, qui préparent avec une science consommée la vaste rébellion d'aujourd'hui.

Les cinq mois de gouvernement de Front populaire suffisent pour démontrer l'incapacité de la démocratie bourgeoise à assurer le pain des travailleurs aussi bien qu'à défendre leur liberté. Le régime capitaliste en Espagne ne pourrait être garanti que par l'établissement d'une dictature militaire à la Franco.

La bourgeoisie républicaine est abandonnée par SON armée par SA bureaucratie. Seule la classe ouvrière armée sauve aujourd'hui la liberté du peuple d'Espagne.

Les ouvriers paysans et marins ne se battent pas pour défendre la vieille République bourgeoise qui ne leur a rien ap-

porté, mais pour établir le régime futur: la République des travailleurs. Cela ils le savent malgré la propagande des partis du Front populaire qui prétendent que les milices ouvrières défendent la constitution actuelle. Si à Madrid la classe ouvrière sous la conduite des partis socialiste et de l'U. G. T. et des communistes officiels suit encore les directives du Front populaire, à Barcelone, le gouvernement de la Généralité ne représente plus qu'une façade officielle, sans pouvoir aucun. La véritable autorité y est exercée par le Comité central des milices antifascistes composé en majorité par les délégués des organisations ouvrières. A côté de lui le conseil économique a la mission de réorganiser l'économie catalane dans le sens du socialisme. Les gouvernements des provinces de Lerida, Gerona, Tarragona sont entre les mains des ouvriers. Notre P. O. U. M. y a l'influence prépondérante. Il n'existe donc pas, ce qu'on appelle «dualité de pouvoir» en Catalogne; la classe ouvrière y contrôle effectivement toute la société. Par le canal des syndicats le prolétariat assure la gestion de tous les services publics et de nombreuses entreprises privées. Le clergé et les réactionnaires sont expropriés, les maisons des riches et les couvents transformés en centres d'éducation ou en saratoria. Il se forme des comités dans les entreprises et les villages, parmi les marins et les troupes républicaines. Notre P. O. U. M. qui fait tout ce qui est possible pour en créer d'autres et les lier entre eux, voit dans ces comités, la base même de la République ouvrière et paysanne en gestation. Nous voyons chaque jour que la vieille démocratie bourgeoise est morte en Espagne. Aussi le mot d'ordre du P. O. U. M. est-il la création d'un gouvernement d'alliance ouvrière appuyé d'une part sur les organisations normales du prolétariat et des petits paysans, d'autre part sur les comités locaux. Un tel gouvernement aurait le maximum d'autorité et d'initiative pour écraser le fascisme et accélérer la transformation de l'Espagne dans un sens socialiste. Une Assemblée constituante formée par les délégués des comités d'ouvriers, de paysans, de combattants donnerait à l'Espagne ouvrière sa constitution définitive.

Mais pour arriver à ce but suprême de sa lutte, le prolétariat doit veiller à remplir les deux conditions suivantes:

La première est de ne pas désarmer; de ne pas rendre ses armes à la bourgeoisie; c'est d'autant plus nécessaire que de nombreux éléments de la bourgeoisie républicaine cherchent à réaliser des compromis avec les militaires fascistes, compromis qui seraient une trahison à l'égard du peuple espagnol. Nous déclarons que quiconque cherchera un compromis avec nos ennemis sera traité de la même façon qu'eux, quiconque cherchera à désarmer le prolétariat sera considéré comme un complice de nos ennemis.

La deuxième condition est le maintien et le renforcement de l'unité d'action entre les travailleurs. L'unité d'action s'est scellée dans le sang de milliers de combattants morts pour la cause du prolétariat. Elle doit être indestructible et ne pas permettre à nouveau que la classe ouvrière se mette à la remorque de la bourgeoisie républicaine pour la défense du régime capitaliste.

Aujourd'hui, dans cette lutte pénible et inexorable, la classe ouvrière d'Espagne, de larges couches de la paysannerie, des classes moyennes, des intellectuels et techniciens ont pris conscience de la malfaisance du capitalisme et des horreurs auxquelles il aboutit. Notre parti aspire à les guider vers l'Union des Républiques socialistes Ibériques, nouvelle étape de la Révolution socialiste mondiale.

Discipline révolutionnaire

Voici les instructions que s'est donnée à l'unanimité la 2^{ème} colonne du P. O. U. M. en campagne.

Il se constitue des «milices armées d'ouvriers et de paysans» qui ont pour but immédiat l'écrasement de la réaction et du fascisme pour hâter la révolution jusqu'à l'amélioration totale

politique et économique de la vie des travailleurs de la ville et des champs.

Article I. — Tous les travailleurs qui se sont enrôlés ou s'enrôleront dans les milices du P. O. U. M., s'engagent à lutter contre le fascisme et contre la réaction sous la direction du

comité militaire constitué qui porte la responsabilité de la direction de la lutte des colonnes du P. O. U. M. venues de Barcelone.

Art. II. — Quiconque est indiscipliné ou incite les autres camarades à commettre des actes de désobéissance au commandement militaire, encourt la plus grave responsabilité, sera jugé suivant son acte et subira le châtiment approprié à la faute commise.

Art. III. — Sont rigoureusement prohibées les querelles ou discussions entre miliciens, étant donné que ces actes répréhensibles mènent à la désagrégation de nos forces et au renforcement de l'ennemi.

Art. IV. — Les caporaux ou chefs de groupes seront en contact d'une façon permanente avec leurs autorités respectives. Quand apparaît une anomalie, si insignifiante soit elle ils sont tenus de la porter immédiatement à la connaissance du chef de compagnie, lequel, s'il est nécessaire, transmettra au comité militaire.

Art. V. — Celui qui, s'étant enrôlé dans les milices, déserterait, que ce soit au front ou à l'arrière, sera jugé avec la plus grande sévérité par le comité militaire et quatre camarades

nommés par les miliciens eux-mêmes. Les sentences édictées par ce tribunal populaire seront exécutées sans appel.

Art. VI. — Celui qui, s'étant enrôlé ou non dans les milices, se livre au pillage, au vol, ou commet tout autre acte analogue, sera passé par les armes sans autre forme de procès.

Art. VII. — L'action dans la lutte est centralisée sous toutes ses formes, et personne ne pourra prendre de décision sans autorisation préalable du Comité militaire.

Art. VIII. — Les présentes instructions de cette ordonnance seront exécutées sur le champ, et si quelque réclamation ou observation est jugée nécessaire, elle devra être présentée de la manière suivante:

Les réclamations, initiatives ou observations, sont portées aux caporaux de groupes; ceux-ci les transmettent à leurs chefs de groupes ou de compagnies qui les portent au Comité militaire.

Fait à Grañen, le 2 Aout.

Ces instructions de la colonne du P. O. U. M. ont été approuvées à l'unanimité par les miliciens du P. O. U. M. au front de Huesca.

La formation des milices antifascistes ⁽¹⁾

Au cours de la lutte des 19 et 20 de juillet contre les fascistes, les ouvriers de Barcelone et des autres villes s'emparèrent de toutes les armes dont disposait l'armée dans les casernes. Ce fut souvent au prix des combats les plus violents que les casernes où s'était retranché le commandement fasciste tombèrent aux mains des ouvriers.

La mitraille, le canon, le feu durent entrer en action. Défavorisés par les moyens d'action insuffisants dont ils disposaient, mais animés d'un esprit de sacrifice sans exemple dans l'histoire, les ouvriers atteignirent leurs objectifs: faire échec aux fascistes, les désarmer pour s'armer immédiatement. En l'espace de deux jours la Catalogne révolutionnaire se trouva en possession d'une milice ouvrière et paysanne composée de 60.000 hommes pourvus de fusils.

Ces milices placées sous l'autorité des partis auxquels elles appartiennent, surent résoudre de leur propre initiative l'ensemble des problèmes de l'heure présente: réduire les derniers repaires fascistes, épurer la ville des éléments factieux, assurer l'ordre prolétarien, occuper les banques, les grands hôtels, les édifices représentatifs de l'hégémonie capitaliste (Chambres de Commerce, cercles industriels, etc.). Les usines furent placées immédiatement sous le contrôle des ouvriers armés. L'approvisionnement de la ville fut assuré en même temps par des détachements de miliciens sous la direction des syndicats de l'Alimentation.

L'attitude de la classe ouvrière de Barcelone dérouta le plan criminel de ses ennemis. Si les fascistes avaient triomphé dans la capitale catalane, l'exploit du général Godeu se serait répété comme un écho décisif dans le reste de la péninsule ibérique. La sédition aurait pris des proportions colossales. La liaison de l'Etat-Major de Barcelone avec les factieux de l'Aragon aurait amené la chute de Madrid.

La Catalogne rouge a écrit cette page de son histoire avec son héroïsme et le sang des meilleurs de ses militants, mais elle a sauvé le peuple espagnol et elle a conquis définitivement ses droits à l'organisation d'un régime prolétarien.

Deux jours après le soulèvement fasciste, les délégués des organisations antifascistes: CNT, FAI, UGT, PSUC, POUM, ERC, etc., se réunirent et formèrent le *Comité des Milices Antifascistes* de Catalogne. Sa composition ne donne pas aux organisations prolétariennes la prépondérance à laquelle elles auraient droit. Mais les forces des organisations ouvrières dans la lutte définitive contre le fascisme imposent à ce Comité la satisfaction de toutes les revendications ouvrières.

Cinq jours après les événements de la capitale, le Comité des Milices réalisa le départ de colonnes ouvrières vers Saragosse. La sévérité avec laquelle cette lutte se mène encore actuellement sur le front de l'Aragon a eu pour effet de lier encore plus profondément toutes les organisations prolétariennes et antifascistes qui avaient versé le sang de leurs hommes dans les rues de Barcelone. Jusqu'à la veille des événements on a pu

douter par exemple de la position que prendrait une organisation comme la FAI au lendemain de l'écrasement du fascisme. Mais non seulement ses hommes par leur nombre et par leur courage étaient au premier rang des fusillades fraternellement liés aux hommes du POUM, encore plus cette organisation en acceptant de participer au Comité Central des Milices a levé une terrible inquiétude qui pesait sur le prolétariat de Catalogne.

La classe ouvrière, portant toute sa volonté, s'en allant à la conquête de l'Aragon, se trouve devant l'impérieuse nécessité de réorganiser toute la vie de la Catalogne non pas seulement dans le simple but du triomphe antifasciste, mais avant tout pour l'édification d'un régime nouveau, d'un régime collectiviste, seul gage d'un triomphe absolu sur le régime capitaliste fauteur de ruines, de misère et de mort.

C'est ainsi que sous la poussée de la CNT, de la FAI, du POUM, etc., le Comité Central des Milices Antifascistes et le Gouvernement de la Généralité quand son approbation est nécessaire, entérinent toutes les mesures déjà prises par les ouvriers: la suppression de l'armée de métier, son remplacement par les milices des partis ouvriers, la délégation des pouvoirs de police, de surveillance aux patrouilles prolétariennes, la collectivisation des grandes entreprises, industrielles et agricoles, la mise sous sequestre des établissements d'intérêt public. La Généralité de Catalogne édicta une série de mesures favorables aux ouvriers: semaine de 40 heures, augmentation de 15 % des salaires, réduction des loyers, paiement des milices, mise en train immédiate de mesures d'Assistance sociale.

La classe ouvrière de Catalogne a donné une impulsion nouvelle à la lutte prolétarienne révolutionnaire. Son combat est celui de tous les révolutionnaires du monde. Son triomphe sera celui de la classe ouvrière internationale. La Révolution espagnole a mérité de haute lutte le soutien des ouvriers du monde entier. Qu'ils lui donnent les armes nécessaires à la liquidation de la réaction fasciste afin qu'elle devienne la citadelle d'où partira la vague révolutionnaire qui libérera définitivement le prolétariat de ses chaînes.

(1) L'organe politique, administratif et militaire par lequel s'exprime la volonté du prolétariat, est le Comité central des milices antifascistes. Il est composé de 15 membres dont la répartition politique est la suivante:

3 délégués de la C. N. T.; 3 de la U. G. T.; 2 de la F. A. I.; 1 du P. S. U. C.; 1 du P. O. U. M.; 1 de l'Union des Rabassaires; 3 de la E. R. C.; et 1 de l'A. C.

Le prolétariat y est donc représenté par 10 délégués, les paysans par un, la petite bourgeoisie et la moyenne bourgeoisie républicaine par 4. Le secrétaire du Comité est JAUME MIRAVITLLES. Parmi les délégués citons: BONAVENTURE DURRUTI qui représente la C. N. T. Le camarade ROVIRA représente le P. O. U. M. dans le dit Comité.

La tradition du «Potemkin» et de «L'Aurora»

Les marins du destroyer «Almirante Miranda», ceux qui bombardèrent Algeiras, Ceuta, Cadix, ceux qui prirent Ibiza et Formentera, offraient le jeudi 13 août au POUM une couronne comme preuve de leur admiration et de leur solidarité envers les ouvriers qui tombèrent sous les balles des militaires fascistes. La délégation du POUM composée de miliciens en armes que précédait une fanfare de trompette attendait la délégation des marins de l'«Almirante Miranda».

La grande place qui entoure le monument de Colomb était complètement pleine d'ouvriers venus se joindre à ce magnifique hommage.

Les marins déposèrent sur un camion tendu de rouge, la couronne qui portait l'inscription «L'équipage de l'Almirante Miranda à ses frères tombés dans la lutte», pendant que les miliciens et les marins présentaient les armes.

Le président de l'équipage du bateau de guerre lut une allocution fraternelle aux ouvriers révolutionnaires :

«Recevez cette couronne, plus illustre, plus méritée que toutes celles du monde parce que vous l'avez gagnée au prix de votre valeur de votre sang, de votre vie. Elle représente les vertus de ce sentiment de la liberté dont l'Espagne fait preuve devant le monde entier; elle représente le berceau naissant des libertés révolutionnaires, de l'idéal de fraternité sociale que vous avez défendu et que nous autres, joints au peuple, jurons de défendre jusqu'au bout au cri de: «Vive la liberté».

Le camarade Gorkin, secrétaire à la propagande du POUM, salua ensuite l'union réalisée entre les milices ouvrières et les équipages rouges de la marine espagnole.

Précédé de la fanfare du POUM, le camion se mit en marche à travers la ville jusqu'au cimetière. Il était accompagné des miliciens ouvriers et du détachement des marins. Sur tout son passage une formidable ovation accueillit le cortège.

Le Comité des marins de l'«Almirante Miranda». — Le lendemain, les délégués du POUM rendirent leur visite à l'équipage à bord du destroyer, avant son départ pour l'attaque de Mallorca qui se trouvait encore aux mains des rebelles. Dans la salle du Comité de bord, les hourrah enthousiastes accueillirent les cris de «Vive la Liberté, vive le POUM, vive la Révolution».

Les renseignements suivants nous sont donnés sur l'organisation nouvelle de la vie à bord :

Le corps des officiers est rallié au gouvernement, ceux d'entre eux qui étaient suspects ont été déposés à Carthagène en instance de conseil de guerre.

A bord de l'«Almirante Miranda», comme sur tous les navires de guerre de la marine espagnole, l'équipage a pris le commandement. Ceux qui font marcher le bateau, maintenant le dirigeant. Le commandement est dans les mains d'un Comité de Justice comprenant les délégués élus de chacune des spécialités (artilleurs, machinistes, chauffeurs, marins). Le Comité exerce le pouvoir suprême sur le bâtiment, l'exécution technique est transmise aux officiers. Toutes les décisions et opérations sont consignées dans un livre de bord. Les décisions du Comité sont sans appel. A son autorité sont soumis tous les marins et officiers. Lui seul possède le chiffre des communications télégraphiques. Lui seul possède la clé des dépôts d'armes et de munitions du navire. Sa salle de réunion est l'ancienne salle à manger des officiers.

Un incident significatif. — Avant le départ du bateau pour la reconquête de Mallorca, la manoeuvre de sortie du port fut mal effectuée et le bateau subissant une avarie fut retardé de quelques heures. Le Comité de bord ayant reconnu l'impéritie du commandant et sa responsabilité dans l'accident, le destitua en accord avec le Comité Central des Milices. Il fut sur-le-champ débarqué à Barcelone. Le premier contremaitre fut nommé immédiatement à sa place. La justice révolutionnaire est prompte et efficace.

L'organisation décrite plus haut fonctionne à bord de tous les navires de la marine de guerre. Les Comités de Marins facilitent et suscitent la fraternisation des marins avec les ouvriers.

Au coeur de la lutte révolutionnaire que mène le prolétariat de Catalogne contre les restes de l'oppression bourgeoise et clérical, formant leurs comités révolutionnaires, les marins rouges prennent résolument place à côté des ouvriers, des paysans, des miliciens.

De l'économie privée à l'économie collective

Le soulèvement militaire du 19 juillet avait pour but de détruire les quelques libertés ouvrières, d'en finir avec les organisations prolétariennes, et d'instituer en Espagne une dictature sanglante. La contre-attaque prolétarienne triomphante n'a pas permis que ce plan se réalise. L'attention de la classe ouvrière espagnole est presque entièrement absorbée en ce moment par les problèmes militaires que pose la guerre civile, et l'on comprend que toutes les énergies soient tendues vers la victoire sur le fascisme.

Mais les ouvriers n'oublient pas qu'il leur faut aussi assurer cette victoire à l'arrière. La bataille se mène aussi sur le front économique. La victoire par les armes sur le fascisme resterait sans valeur si elle ne s'accompagnait pas dans le même temps d'une profonde transformation économique et sociale. La lutte contre la réaction militaire et clérical dont le grand capitalisme tirait les ficelles a provoqué la chute du vieil appareil d'institutions bourgeoises. L'économie capitaliste s'est effondrée et ne peut pas se relever. Il faut lui substituer une nouvelle économie dont toutes les bases sont à créer.

Déjà les premiers jours du soulèvement, au milieu des coups de fusils, les ouvriers ont pris la direction de nombreuses entreprises, comme nous le signalons par ailleurs. Les paysans chassant les gros propriétaires en maint endroits, ont mis en régime collectif l'exploitation des grands domaines agricoles. Les moyens de transport eux-mêmes ont été rapidement saisis par les travailleurs et exploités par eux.

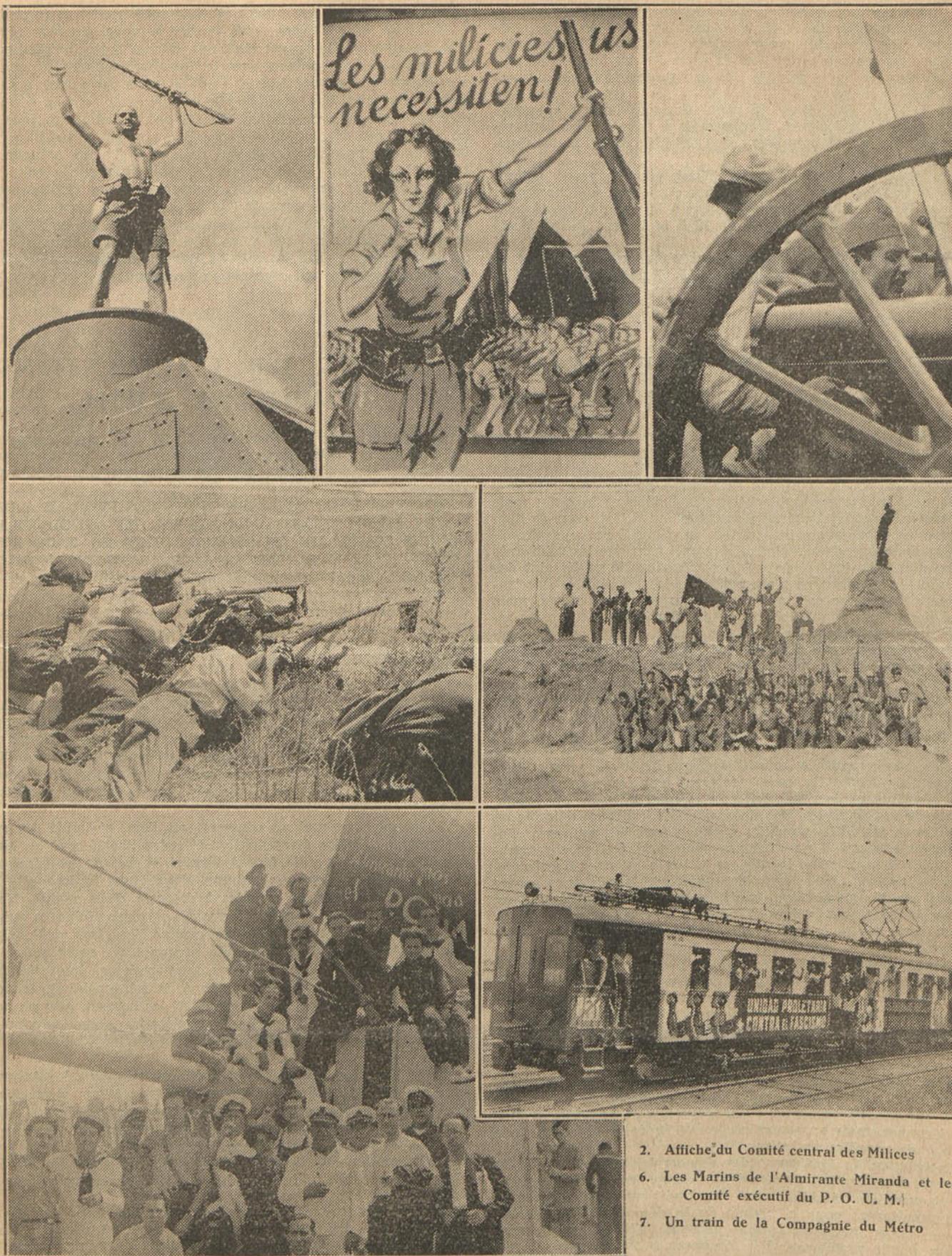
L'importance des problèmes que pose la prise en charge par les ouvriers d'un gros secteur de l'économie de la Catalogne, a conduit les organisations participant au Comité Central des

Milices à constituer le 11 août 1936, un Conseil de l'Economie formé exactement sur les mêmes bases que le Comité des Milices en ce qui concerne le nombre de représentants accordés aux différentes organisations politiques et syndicales, et composé de diverses sections dont sont chargés chacun des délégués sus-nommés :

Organisation du travail: Martin Barrera Maresma (ERC).
Répartition du travail: E. Ruiz Ponseti (PSUC).
Finances: Juan P. Fabrégas (CNT).
Assurances sociales: Juan B. Soler Bru (ERC).
Production métallurgique: J. Fronjosà Salomó (UGT).
Industrie textile: Andrés Nin (POUM).
Production chimique: R. Peipoeh Pich (AC).
Commerce intérieur et extérieur: Eusebio C. Carbó (CNT).
Culture, Elevage, Forêts: J. Pou Mas (UR).
Electricité, eau, gaz, forces motrices, carburants: Diego Santillan (FAI).
Alimentation: J. Puig Pidemunt (UGT).
Arts graphiques: Antonio G. Birlan (FAI).
Transports et communications: Vicente Bernades (ERC).
Bâtiment: Grijalbo Serres (UGT).
Hygiène: Cosme Rofas (CNT).

Les principaux objectifs du Conseil de l'Economie ont été définis quelques jours après dans un document que nous reproduisons ici :

«Le Conseil économique agira comme un organisme délibératif pour établir des accords en matière économique entre les diverses organisations représentées, et le Gouvernement de la Généralité exécutera les accords qui résultent de ses délibéra-



2. Affiche du Comité central des Milices
6. Les Marins de l'Almirante Miranda et le Comité exécutif du P. O. U. M.
7. Un train de la Compagnie du Métro